

Genève veut jouer un rôle pivot dans l'économie des seniors

INNOVATION EasyCare Academy a installé son siège au bout du Léman. Cette edtech spécialisée dans les soins aux personnes âgées vient de signer un contrat avec la Chine, un marché de plus de 230 millions de clients potentiels

DEJAN NIKOLIC
@DejNikolic

EasyCare Academy (ECA) espère doper l'économie des seniors. Un marché mondial pour l'heure estimé à plus de 1700 milliards de francs. L'entité fondée l'été dernier par des anciens de Nestlé a choisi Genève pour déployer sa stratégie, qui consiste à aider les personnes âgées à vivre plus longtemps de manière autonome. Et, ainsi, conserver leur indépendance financière.

ECA est une edtech (start-up de technologies éducatives). Elle commercialise notamment des programmes de formation en matière de soins destinés aux populations vieillissantes. C'est le chaînon manquant entre le pouvoir d'achat des retraités et leur faculté à s'en servir. «Notre marché étant absolument garanti, nous sommes davantage une entreprise en phase d'hypercroissance [scale-up, ndr] assurée et durable, qu'une société en démarrage, dont le modèle d'affaire est caractérisé par l'incertitude», souligne son cofondateur Peter Nicholson, vétéran des industries de la santé et de la biopharmaceutique depuis vingt-cinq ans.

Le tsunami gris

A en croire l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la population mondiale de plus de 60 ans dépassera le milliard d'individus à l'horizon 2020.

Concrètement, ECA évalue les besoins individuels des personnes âgées, via un questionnaire adossé aux technologies numériques. Son programme en ligne, combiné à des modules pratiques, permet aussi à des non-spécialistes de la santé – mais pas uniquement – de se former dans l'accompagnement des aînés. Le prix des cours s'échelonne d'environ 40 francs à moins de 1000 francs, selon le niveau de perfectionnement désiré. Il s'agit d'un modèle progressif, que l'entreprise genevoise a baptisé Respond 4.0, censé réduire les coûts de la santé. Le phénomène des *papys-boomers*, couplé à une prise en charge médicale parfois trop promptement coûte en effet cher aux collectivités publiques, qui paient plus de la moitié de la facture hospitalière.

«Le canton de Genève se réjouit de l'arrivée d'ECA qui choisit de s'implanter au cœur d'un écosystème où se côtoient



EasyCare Academy commercialise notamment des programmes de formation en matière de soins destinés aux populations vieillissantes. (WESTEND61)

organisations internationales et entreprises dans le domaine de la santé. ECA est un acteur qui renforce le pôle de la *Silver Economy*, de la formation et de la durabilité», relève Pierre Maudet, ministre genevois en charge de l'Economie. Et Vincent Subilia, directeur général adjoint à la **Chambre de commerce,**

Le programme en ligne d'EasyCare Academy, combiné à des modules pratiques, permet aussi à des non-spécialistes de la santé de se former dans l'accompagnement des aînés

d'industrie et des services de Genève (CCIG), d'ajouter: «Nous sommes face à un projet correspondant au biotope du bout du Léman et à la mue qu'il est en train d'accomplir. Je rencontre énormément de start-up, plus ou moins prometteuses, mais nous sommes là véritablement en présence d'une perle, à la frontière entre des domaines clés.»

Vincent Subilia a fortement contribué à attirer l'ECA à Genève. Selon lui, la présence d'une Health Valley helvétique, adossée à un bassin d'expertise de renommée mondiale (Campus Biotech, Hôpitaux universitaires de Genève, alma

mater genevoise, etc.) a pesé lourd dans le choix d'implantation de cette edtech.

L'ECA, qui a pris ses quartiers chez Spaces, les bureaux de travail partagé des Quais de l'Île, emploie pour l'heure 22 salariés. «Nous devons engager jusqu'à dix personnes supplémentaires d'ici à la fin de cette année. Et nous devrions atteindre les 100 collaborateurs d'ici à décembre 2018», indique Peter Nicholson, qui prévoit aussi d'ouvrir à terme des bureaux à Boston, à Los Angeles et au Royaume-Uni.

Première pierre angulaire

La nouvelle edtech genevoise dispose déjà d'une antenne à Pékin. Elle a annoncé ce lundi la signature d'un contrat inédit avec l'Association chinoise de gérontologie et de gériatrie, pour développer son produit dans l'Empire du Milieu. «La Chine est un pays qui, en raison de son ancienne politique de l'enfant unique, se retrouve dans une situation où les jeunes doivent à présent s'occuper seuls de plusieurs aînés. Ils ont besoin d'aide de tiers bien formés pour les épauler», estime Peter Nicholson.

ECA assure que sa méthode a été éprouvée sur le terrain et validée scientifiquement par plus de 90 publications scientifiques. Ses cours sont en passe d'être définitivement validés par l'Association mondiale de gériatrie et de gérontologie aux Etats-Unis, ainsi que le Conseil international des infirmières à Genève, une fédération réunissant quelque 24 millions de professionnels de la santé à travers la planète. ■

La Ville de Genève s'affichera bientôt «zone hors TiSA»

L'Exécutif soutient la mise en place des panneaux aux entrées de la municipalité

Il y a eu Carouge à la mi-août. Bientôt, ce sera au tour de la Ville de Genève de s'afficher «zone hors TiSA». Suite à la demande du Comité Stop TiSA, le Conseil administratif a validé, mercredi 8 novembre, la mise en place de panneaux aux entrées de la localité indiquant son opposition à l'Accord sur le commerce des services. Négocié entre une cinquantaine d'États (dont la Suisse), TiSA, selon son acronyme anglais, vise à la libéralisation des services publics.

L'accord suscite des inquiétudes quant aux conséquences de cette ouverture des secteurs publics au privé. «Les communes suivantes ont voté des résolutions contre TiSA: la Ville de Genève, Carouge, Plan-les-Ouates, Puplinge, le Grand-Saconnex et Meinier. À celles-ci s'ajoute le Grand Conseil du Canton de Genève», rappelait au printemps le Comité Stop TiSA, qui craint ce libéralisme poussé à l'extrême.

Durant l'été, la Cité sarde franchissait un pas supplémentaire en mettant en place des panneaux «Carouge zone hors TiSA». Répondant aux sollicitations du



Des drapeaux «Stop TiSA» sur le pont du Mont-Blanc avaient fait jaser une partie de la droite municipale en avril. LAURENT GUIRAUD

comité, la Ville de Genève s'apprête à lui emboîter le pas. Validée par l'Exécutif, l'affaire est entre les mains du Département de l'aménagement et des constructions. «Je fais étudier la possibilité la moins onéreuse de faire figurer la position de la Ville sur cette question, explique le conseiller administratif Rémy Pagani (EàG). Cela avait déjà été le cas en 2006, où des panneaux contre les négociations dites de l'Accord général sur le commerce des services avaient été installés en entrée de ville.»

Ce qui n'est pas du goût de tout le monde. Le PDC Guillaume Barazzone s'est opposé à cette mesure et tient à le faire savoir. «Il s'agit de gesticulation militante. D'abord, on ne peut pas transformer le mobilier urbain et l'ensemble du domaine public en espace politique. Si chacun exprime ses idées sur les panneaux et les lampadaires de la Ville, cela va devenir un capharnaüm», lance-t-il. «Ensuite, en tant qu'Exécutif, nous devons observer une certaine réserve. De plus, il appartient aux autorités fédérales de se

prononcer sur TiSA, pas à la Ville, qui n'a aucune compétence en la matière. Enfin, nous devons aussi être dignes du statut de ville internationale qui favorise le dialogue entre les parties. Cela implique un devoir de neutralité...»

Selon le magistrat socialiste Sami Kanaan, c'est justement pour cette raison que «Genève, ville hôte de négociations internationales, se doit de participer au débat». Il poursuit: «Un panneau ne va pas changer foncièrement la donne, mais il participe à la sensibilisation de la population à un accord qui prévoit la mainmise du privé sur le public et dont le processus se déroule dans une opacité totale. Nous répondons également à une résolution largement approuvée par le Conseil municipal.»

Pour rappel, le pavoisement du pont du Mont-Blanc aux couleurs de «Stop TiSA» en avril avait suscité une levée de boucliers d'une partie de la droite municipale. Celle-ci déplorait par la voix du conseiller municipal PLR Vincent Subilia «une instrumentalisation manifeste d'un ouvrage public à des fins politiques». Et ce, selon Guillaume Barazzone, «aux frais du contribuable. Les drapeaux et leur mise en place ayant coûté 5000 francs.» **Marie Prieur**